

## Une large intersyndicale de l'Éducation nationale demande les "moyens..."

5-7 minutes

Dans un communiqué commun du 11 mars 2021, la FSU, l'Unsa, FO, la CGT, le Snalc et SUD "demandent au gouvernement les moyens humains nécessaires pour affronter la situation épidémique jusqu'à cette fin d'année scolaire". Les fédérations revendiquent notamment le recrutement de personnels afin d'assurer les remplacements ainsi que le prolongement des contractuels et des AED. Elles critiquent également le budget 2021, jugeant les moyens insuffisants. Les syndicats soutiennent les mobilisations qui "alertent sur la dégradation des conditions d'enseignements de la rentrée prochaine".



Les fédérations de l'Éducation demandent davantage de moyens  
MaxPPP

Les fédérations les plus représentatives des personnels de l'Éducation nationale, excepté le Sgen-CFDT, se sont unies, dans un communiqué du 11 mars 2021, pour "demander au gouvernement les moyens humains nécessaires pour affronter la situation épidémique jusqu'à cette fin d'année scolaire et en dépasser les conséquences durant l'année scolaire prochaine".

La FSU, l'Unsa-Éducation, la Fnec-FP-FO, la CGT Educ'Action, le

Snalc et SUD-Éducation estiment que "les moyens ne sont pas au rendez-vous" alors que "depuis un an l'ensemble des personnels de l'Éducation est engagé pour affronter la crise sanitaire et assurer la continuité du service public d'éducation".

"UN budget 2021 pas à la hauteur"

Les syndicats formulent plusieurs demandes en termes de recrutement de personnels :

- "prolonger les enseignants contractuels et AED déjà recrutés à minima jusqu'à la fin de l'année scolaire, ne pas arrêter leurs contrats au mois de mai", comme l'a prévu, pour le moment, le MEN pour ces 5 000 "contrats Covid" ([lire sur AEF info](#)) ;
- "recruter davantage de personnels, notamment par le recours aux listes complémentaires, pour faire face aux besoins suscités par la crise sanitaire" et notamment "assurer les remplacements des personnels touchés par la Covid, renforcer les services de vie scolaire, améliorer globalement les conditions d'accueil et contribuer à pouvoir laisser les écoles et établissements ouverts".

Les 6 fédérations estiment en outre que "le budget 2021 n'est pas à la hauteur des défis renforcés par ce contexte", critiquant notamment la suppression de 1 800 postes dans le second degré ([lire sur AEF info](#)). Et, alors que le ministère prévoit de "compenser" ces suppressions par des heures supplémentaires, les syndicats estiment que "la pression des heures supplémentaires devient intenable", comme l'ont déjà alerté les syndicats ([lire sur AEF info ici](#) et [là](#)) ou le Sgec ([lire sur AEF info](#)).

SOutien aux mobilisations locales

Les organisations jugent aussi les moyens insuffisants dans le premier degré, ceux-ci entraînant "des fermetures de classes injustifiées, des réductions des moyens en remplacement ou Rased notamment", de même que les moyens attribués aux personnels administratifs et techniques, aux personnels de santé, sociaux, de vie scolaire, ou encore aux PsyEN.

Ces décisions, estiment les syndicats, "dégradent le système éducatif et réduisent sa capacité à apporter des réponses positives aux élèves".

Par conséquent, les fédérations "soutiennent les équipes d'école et d'établissement qui sont mobilisées pour alerter sur la dégradation

des conditions d'enseignements de la rentrée prochaine et pour exiger les créations de postes nécessaires" et demandent un "rectificatif budgétaire".

**"L'Éducation nationale n'est pas une priorité du gouvernement", estime le Snes-FSU**

Alors qu'il y a un, le gouvernement décidait de la fermeture des écoles et établissements scolaires en raison de l'épidémie de Covid-19, le Snes-FSU [revient](#) sur une année où les personnels ont jonglé, selon le syndicat, entre "ordres, contre ordres, approximations et annonces de dernière minute".

Tirant le bilan de ces 12 derniers mois, le Snes conclut que "l'Éducation nationale n'est pas une priorité pour ce gouvernement". Parmi les raisons qui amènent le syndicat à porter ce jugement : "une réouverture des établissements faite sans prendre en compte les demandes des personnels" ; "aucun soutien lors de la campagne de prof-bashing en mai et juin" ; "une année 2020-2021 où les protocoles sanitaires sont annoncés dans les médias avant d'être présentés aux personnels".

Dépêche n° 648208